



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour l'interdiction des licenciements : le 22 octobre, tous en grève et à Paris !

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Octobre 2009

Fin de contrats, suppressions de postes, licenciements..., le chômage frappe de plus en plus de travailleurs et de familles.

580 000 emplois ont déjà été détruits cette année dans le privé (et combien d'autres d'ici décembre ?) et 200 000 de plus sont déjà prévus en 2010.

Une catastrophe sociale

Après une première vague de suppressions de postes par non remplacement des contrats d'intérim ou CDD, ce sont les emplois permanents qui disparaissent ; après les attaques contre les travailleurs de la sous-traitance, viennent celles contre les travailleurs des plus grandes entreprises.

Faire converger les luttes pour défendre nos droits

Face à la gravité de la situation, la convergence de toutes nos luttes devient une question vitale.

Depuis des mois, aucune région n'a été épargnée par des conflits, souvent très durs, contre les fermetures d'entreprises ou des plans de restructuration. Ceux des salariés de Continental, de Lear, de Goodyear, les Molex, les New Fabris, les Freescale et bien d'autres encore. Reste que jusqu'à présent, c'est le dos au mur, boîte par boîte, que les travailleurs ont du se battre. Il a manqué l'élément qui aurait permis d'unifier ces luttes et toutes les résistances en un seul et puissant mouvement.

Car c'est bien la convergence des luttes qui peut nous permettre de créer un rapport de force suffisant pour mettre en œuvre et appliquer un plan de sauvetage, non pas des banquiers et des grands actionnaires de l'industrie, comme le fait Sarkozy, mais des travailleurs et de toutes les couches populaires.

Un plan d'urgence sociale pour imposer :

- l'interdiction des licenciements,
- un emploi stable pour tous,

- la diminution du temps de travail jusqu'à résorption complète du chômage
- la fin de la précarité,
- l'augmentation générale des salaires de 300 euros
- les embauches massives dans les services publics.

Ces mesures n'ont rien d'utopiques. Les moyens existent : ce sont les centaines de milliards d'exonérations de cotisations patronales et de cadeaux fiscaux accordés par le gouvernement au patronat et aux plus riches.

Préparer l'affrontement

Il s'agit de choix sociaux évidents : servir les intérêts de la classe capitaliste ou assurer le bien être du plus grand nombre et de ceux et celles qui produisent par leur travail toutes les richesses.

Entre ces deux choix, il n'y a pas d'alternative ou de « dialogue social » possible comme le prétendent les principaux dirigeants des confédérations syndicales qui

restent aujourd'hui l'arme au pied au lieu de préparer un affrontement général pour renverser le rapport de force.

Après le succès de la manifestation des travailleurs de l'automobile à la bourse de Paris le 17 septembre, aura lieu le 22 octobre une manifestation nationale "pour l'emploi industriel" à Paris à l'appel de la CGT.

Au moment où les grands groupes profitent de la crise pour « restructurer » des secteurs entiers de l'économie, concentrer le capital, dans le but de se redéployer avec toujours plus d'agressivité sur le marché mondial, il est vital que cette journée soit un succès, le point de départ d'une lutte d'ensemble pour l'interdiction de tous les licenciements.



Le 13 octobre 2009

AUTOMOBILE : LE MASSACRE DES EMPLOIS VA SE POURSUIVRE

Depuis le début de l'année, 34 400 emplois ont déjà été supprimés dans la branche automobile. Mais ça ne leur suffit pas. Pour le président de la Fédération des Industries des Equipements pour Véhicules (FIEV), « *l'analyse des surcapacités installées, que l'on est en train de mener, fera apparaître des problèmes de sureffectifs. Il s'agira ensuite de proposer des méthodes pour traiter ces sureffectifs de la façon la plus « soft » possible, courant 2010* ». S'agissant des méthodes, le directeur des achats de PSA précisait, en mars dernier : « *Il ne s'agit pas de sauver des canards boiteux* ». S'agissant de l'ampleur des coupes à venir, le directeur du Groupe Arche (n° 2 européen de la fonderie aluminium) allait droit au but, fin septembre: « *Il faut faire disparaître 30% à 40% des acteurs. Il faut en parler et associer les partenaires sociaux à cette question* ».

Comme pour convaincre les salariés travaillant pour les constructeurs qu'ils sont pleinement concernés par ce qui se passe aujourd'hui chez les équipementiers, une étude récente démontre qu'en 2020, 90% de la valeur ajoutée d'une voiture viendra des équipementiers contre seulement 75% en 2008. En clair, une part encore plus importante de la fabrication d'une voiture passera des usines Renault et PSA aux ateliers des équipementiers, avec à la clef de nouvelles charrettes de suppressions d'emplois. Preuve qu'il y a urgence à prendre à bras le corps une bagarre pour l'interdiction des licenciements.

CE N'EST PAS AUX FEMMES DE PAYER LA CRISE

Plus de 90 organisations appellent à manifester avec le « Collectif National pour le Droit des Femmes » et « Femmes Solidaires », le samedi 17 octobre à Paris, à un moment où les inégalités qui se creusent - comme conséquence de la crise du capitalisme - ont de lourdes conséquences pour les droits des femmes.

Les femmes représentent 80 % des emplois à temps partiel (majoritairement subi). Elles sont plus présentes dans les secteurs comme le nettoyage, la petite et grande distribution où le temps partiel est souvent cumulé avec d'autres formes de précarité (comme les CDD) et avec la flexibilité des horaires... L'écart des salaires entre hommes et femmes est de 24 %. Ce qui se traduit aussi par un niveau de retraite largement inférieur à celui des hommes et cela risque d'empirer. En effet, le gouvernement voulait supprimer la bonification de 4 semestres d'annuités par enfant, accordée aux mères dans le calcul de la retraite. La mobilisation a permis un premier recul puisque la première année de bonification sera maintenue mais la deuxième devra faire l'objet d'une négociation entre le père et la mère.

De nombreuses femmes sont victimes de violences chez elles, au travail, dans la rue et ce, dans tous les milieux sociaux, cela uniquement parce qu'elle sont des femmes ! La solution passe par une vraie politique d'éducation, de prévention et d'accompagnement des femmes victimes de violences. C'est pourquoi nous nous battons pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes.

LES ASSURÉS SOCIAUX MIS À L'AMENDE

L'argument du déficit comptable de la sécurité sociale est une fois de plus mis en avant pour taxer un peu plus les assurés sociaux et diminuer la couverture sociale des frais médicaux et pharmaceutiques.

L'insuffisance des cotisations sociales renvoie à un chômage galopant que les patrons alimentent en licenciant à tour de bras, aux exonérations de cotisations sociales pour les entreprises non compensées et aux multiples sources d'enrichissement non taxées. Les patrons licencient mais ce sont les assurés qui payent : c'est d'une injustice flagrante. Le gouvernement a trouvé des dizaines de milliards pour les banquiers, les spéculateurs et les grands patrons responsables de la crise mais pour la santé de la population, des milieux populaires, là, il n'y a plus rien.

L'augmentation du forfait hospitalier de 2 euros, le flicage des arrêts de travail, dans une situation où le stress au travail fait des ravages va pénaliser encore plus les malades.

Quant à la diminution des remboursements de certains médicaments jugés peu efficaces, c'est d'une formidable hypocrisie. Ces médicaments sont sur le marché depuis longtemps et aujourd'hui, on découvre qu'ils seraient peu efficaces. Mais alors, pourquoi sont-ils restés sur le marché ? Sans doute pour le plus grand profit des laboratoires.

Renvoyer aux mutuelles le soin de rembourser ce qui ne l'est plus par les caisses de sécurité sociale n'est pas une solution. Inévitablement les mutuelles vont être obligées d'augmenter leurs cotisations. Et les assurances privées sont en embuscade, prêtes à s'emparer d'une part du marché de la santé.

Toutes ces mesures, année après année, vont dans le même sens: rendre l'accès aux soins plus chers pour les malades. Elles ont un revers inévitable : écarter du système de santé ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se soigner.

Le NPA refuse la mise en place d'un système de santé à plusieurs vitesses, selon les revenus de chacun, et rappelle son exigence de la gratuité des soins afin que ce droit soit effectif pour tous.

UN PETIT AIR DE SAMBA POUR NOS SALAIRES

Après 8,65 % d'augmentation de salaire chez Renault-Nissan et Volvo au Brésil, Volkswagen a accordé 4,2% à ses salariés allemands. La direction de Renault refuse la comparaison, arguant que VW fait des bénéfices. Mais au Brésil ?

Au Brésil, les salariés ont fait 8 jours de grève.

POUR NOUS CONTACTER :

didier.laforets@free.fr

06 33 57 76 08

<http://www.npa2009.org>